

## 30 BONNES RAISONS POUR SORTIR DE L'EUROPE

Olivier Delorme

H&O, 2017, 285 p.

Il ne s'agit pas d'un pamphlet comme en produisent les ultranationalistes de tout poil qui partout en Europe — en Angleterre, en Pologne, en Hongrie, aux Pays-Bas ou en France — ont fleuri à la faveur de la crise financière de 2008. Olivier Delorme nous propose dans son dernier ouvrage une approche historique du phénomène de la construction européenne sur le temps long, de Napoléon jusqu'à l'époque contemporaine. Il est surtout connu pour être un grand philhellène, auteur en 2013 chez Gallimard d'un ouvrage monumental consacré à *La Grèce et les Balkans, du V<sup>e</sup> siècle à nos jours* (2 900 pages !). Partageant sa vie entre Paris et la petite île grecque de Nisyros à une encablure des côtes turques, il a été le témoin direct et révolté de la paupérisation imposée à la Grèce par la Troïka (FMI, BCE, Commission européenne) et de la crise des réfugiés. Cette révolte, il la livre dès la première page du premier chapitre : « Le 11 juin 2015, dans le quotidien *Die Welt*, réputé respectable et proche du parti de Mme Merkel, un plumitif dénommé Berthold Seewald accusait les Grecs d'avoir déjà sapé l'Ordre européen en 1821 : c'était en somme leur nature, aujourd'hui comme hier, de déstabiliser une Europe où l'on avait eu bien tort de les admettre. Attribuer aux Grecs toutes sortes de tares et de vices, à coups d'a priori, de mensonges et d'approximations constitue, il est vrai, un sport très en vogue depuis 2009, en Allemagne mais aussi en France. Drôle de "construction européenne" en vérité, où l'on suppose aux uns l'honnêteté et le goût du travail, aux autres la paresse et un sens "inné" de la fraude ; où l'on feint d'ignorer que si l'on substituait Juif, Arabe ou Noir à Grec, toutes les associations antiracistes seraient, avec raison, montées au créneau. » L'auteur aurait pu ajouter que c'est l'intervention incessante des Puissances dans la vie politique grecque depuis 1821 qui a conduit à sept guerres civiles (entre 1824 et 1949) et trois dictatures (1936-1941 ; 1945-1955 ; 1967-1974). Et qui aujourd'hui la soumet à un diktat économique faisant fi de trois élections remportées par le parti d'Alexis Tsipras.

Le titre est sans doute provocateur car, pour Delorme, il s'agit moins de sortir de l'Europe, comme l'ont fait les Britanniques, que de construire une nouvelle Europe, plus sociale et plus démocratique, comme il l'explique très clairement dans sa 26<sup>e</sup> raison : « Sortir pour repartir de l'avant : un nouveau programme du CNR. » Ce programme du Conseil national de la résistance publié par la France Libre en 1944 servit de base à la réforme de la société française, en particulier avec la création d'une sécurité sociale pour tous que bon nombre de pays nous envient.

« L'Europe unie, c'est le travail uni, les efforts unis, le rendement multiplié, les loisirs augmentés, le bien-être diffusé, la fin des guerres, la concorde. » Historien narquois, l'auteur cite cette proclamation. On pourrait penser qu'il s'agit d'une déclaration récente de la Commission européenne — Commission non élue comme le rappelle régulièrement Delorme. Eh bien non, il s'agit d'un panneau affiché en mars 1942 à Paris, salle Wagram, lors d'une exposition organisée par l'occupant nazi !

Les personnes qui ont vécu la Seconde Guerre mondiale pensent que cette Europe est avant tout l'Europe de la paix. Mais le traité de Rome n'a pas dissuadé les Turcs

d'envahir Chypre en 1974. Pas plus qu'il n'a pu empêcher le retour de la guerre en Yougoslavie en 1991-2001 ou en Ukraine en 2015-2016. Certes, à l'époque, ces pays n'étaient pas membres de la CEE-CE-UE, mais ils se tiennent à ses franges. Et depuis, Chypre, la Slovénie et la Croatie ont intégré l'UE. Les guerres yougoslaves ont prouvé l'inexistence d'une politique étrangère et de défense commune de l'Union. Dès 1991-1992, la France, la Grèce et l'Allemagne ont retrouvé de vieux réflexes datant du début du XX<sup>e</sup> siècle : Paris et Athènes se rangeant derrière la Serbie ; Berlin, derrière la Croatie. À noter que Bruxelles est toujours incapable de résoudre la partition de Chypre. Dans ce livre, c'est l'Europe anti-sociale et ultra-libérale, basée aux yeux de l'auteur sur une série de mensonges, qui est pointée du doigt.